

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2005 — 1221

[C — 2005/22381]

7 AVRIL 2005. — Loi portant exécution du Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, de l'Appendice et des Annexes I, II, III et IV, faits à Madrid le 4 octobre 1991, et Annexe V, faite à Bonn le 7 à 18 octobre 1991 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Objet de la loi

Art. 2. La présente loi est destinée à contribuer à la protection globale de l'environnement en Antarctique et des écosystèmes dépendants et associés ainsi qu'au maintien de l'Antarctique comme réserve naturelle, consacrée à la paix et à la science.

Définitions

Art. 3. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° « Traité sur l'Antarctique » :

Le Traité sur l'Antarctique signé à Washington le 1^{er} décembre 1959 et approuvé par la loi du 12 juillet 1960.

2° « zone du Traité sur l'Antarctique » :

La zone à laquelle s'appliquent les dispositions du Traité sur l'Antarctique conformément à l'article VI dudit traité.

3° « Protocole » :

Le Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, l'Appendice et les Annexes I, II, III, IV faits à Madrid le 4 octobre 1991 et l'Annexe V faite à Bonn les 7-18 octobre 1991 et approuvés par la loi du 19 mai 1995

4° « Activité » :

Toute activité menée dans la zone du Traité sur l'Antarctique, organisée en Belgique ou au départ de la Belgique soit par des personnes physiques de nationalité belge ou par des personnes morales de droit belge, soit par des personnes physiques ou morales ressortissantes d'un autre Etat Partie au Protocole.

Sont exclus de cette définition : le survol et la navigation à seule fin d'un transit continu, les activités de chasse et de pêche conduites conformément à la Convention de Londres pour la protection des phoques de l'Antarctique du 1^{er} juin 1972, approuvée par la loi du 17 janvier 1978, et à la Convention de Canberra sur la Conservation de la Faune et de la Flore marines de l'Antarctique du 20 mai 1980, approuvée par la loi du 17 janvier 1984.

5° « rapport d'impact sur l'environnement » :

Les différentes évaluations d'impact sur l'environnement, tant préliminaire que globale, visées à l'Annexe I au Protocole.

6° « Navire » :

Tout bâtiment opérant en milieu marin, y compris les hydroptères, les aéroglisseurs, les engins submersibles, les engins flottants et les plates-formes fixes ou flottantes.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2005 — 1221

[C — 2005/22381]

7 APRIL 2005. — Wet houdende uitvoering van het Protocol betreffende milieubescherming bij het Verdrag inzake Antarctica, het Aanhangsel en de Bijlagen I, II, III en IV, ondertekend te Madrid, op 4 oktober 1991, en Bijlage V, aangenomen te Bonn op 7 tot 18 oktober 1991 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Doel van de wet

Art. 2. Deze wet heeft ten doel bij te dragen aan de alomvattende bescherming van het Antarctisch milieu en de daarvan afhankelijke en daarmee samenhangende ecosystemen te beschermen en Antarctica in stand te houden als natuurreservaat, ten dienste van vrede en wetenschap.

Begripsomschrijvingen

Art. 3. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « Verdrag inzake Antarctica » :

Het Verdrag inzake Antarctica, ondertekend te Washington op 1 december 1959 en goedgekeurd bij wet van 12 juli 1960.

2° « gebied waarop het Verdrag inzake Antarctica van toepassing is » :

Het gebied waarop de bepalingen van het Verdrag inzake Antarctica overeenkomstig artikel VI van dat Verdrag van toepassing zijn.

3° « Protocol » :

Het Protocol betreffende milieubescherming bij het Verdrag inzake Antarctica, het Aanhangsel en de Bijlagen I, II, III, IV, ondertekend te Madrid op 4 oktober 1991 en Bijlage V, gedaan te Bonn op 7 tot 18 oktober 1991 en goedgekeurd bij wet van 19 mei 1995.

4° « Activiteit » :

Elke activiteit in het gebied waarop het Verdrag inzake Antarctica van toepassing is, die in België of vanuit België wordt gepland, door natuurlijke personen van Belgische nationaliteit of door rechtspersonen volgens Belgisch recht, dan wel door natuurlijke personen of rechtspersonen die ressorteren onder de rechtsmacht van een andere Staat die Verdragsluitende Partij is bij het Protocol.

Vallen niet onder deze omschrijving : het overvliegen en de vaart op ononderbroken doortocht, de jacht- en visserijactiviteiten die worden uitgevoerd overeenkomstig het Verdrag van Londen van 1 juni 1972 inzake de bescherming van zeehonden in Antarctica, goedgekeurd bij wet van 17 januari 1978 en het Verdrag van Canberra van 20 mei 1980 inzake de instandhouding van de levende rijkdommen in de Antarctische wateren, goedgekeurd bij wet van 17 januari 1984.

5° « Milieueffectrapportage » :

De verschillende milieueffectevaluaties, zowel eerste als omvattende, bedoeld in Bijlage I bij het Protocol.

6° « Schip » :

Elk vaartuig dat in het mariene milieu opereert, waaronder begrepen draagvleugelboten, luchtkussen-vaartuigen, onderwatervaartuigen, vaartuigen in drijvende toestand en vaste of drijvende platforms.

Interdiction des activités relatives aux ressources minérales

Art. 4. § 1^{er}. Il est interdit d'accomplir toute activité ayant pour objet la prospection, l'exploration ou l'exploitation de ressources minérales.

§ 2. Cette interdiction s'applique également aux activités menées par des personnes physiques de nationalité belge ou par des personnes morales de droit belge, accomplies indirectement par l'entreprise d'une personne morale de droit étranger dans laquelle elles ont des intérêts ou à laquelle elles sont liées contractuellement.

§ 3. Cette interdiction ne s'applique pas à la recherche scientifique ayant été autorisée conformément l'article 5.

Obligation d'un permis

Art. 5. § 1^{er}. Sauf en ce qui concerne les dispositions prévues aux §§ 4 et 12, il est interdit de mener des activités sans avoir obtenu au préalable un permis écrit.

§ 2. Toute activité ou tout changement de plan d'une activité doit faire l'objet d'un permis que l'organisateur de l'activité doit demander, au préalable, par écrit, au ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

§ 3. Si des personnes souhaitent organiser conjointement une activité, un permis couvrant cette activité peut être délivré à la personne responsable qu'elles désignent.

§ 4. Après concertation avec le ministre des Affaires étrangères, le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions peut décider que l'obligation d'un permis ne s'applique pas dans le cas d'activités qui ont été autorisées par une autre Partie contractante au Protocole, et en particulier dans le cas d'activités scientifiques relevant de coopérations établies dans le cadre de programmes gouvernementaux de recherche.

§ 5. Le permis ne peut être délivré que si l'activité est compatible avec les dispositions du Protocole.

§ 6. A l'appui de sa demande de permis, l'organisateur de l'activité doit décrire toutes les activités envisagées, en préciser la nature, l'objet et la durée, et indiquer également de manière dûment motivée si ces activités sont susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement en Antarctique et les écosystèmes dépendants et associés.

§ 7. Sur la base des informations fournies en vertu du § 6 et pour autant que celles-ci soient jugées suffisantes, le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions détermine, en tenant dûment compte du principe de précaution, si l'impact que l'activité peut avoir sur l'environnement en Antarctique ou sur les écosystèmes dépendants ou associés est :

1. un impact moindre que mineur ou transitoire;
2. un impact mineur ou transitoire, ou
3. un impact supérieur à un impact mineur ou transitoire.

Après en avoir informé le ministre des Affaires étrangères, le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions fait connaître sa décision au demandeur du permis et l'informe de la procédure à suivre le cas échéant.

§ 8. Pour le cas visé au § 7, alinéa 1^{er}, 1°, le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions délivre le permis, dans les six semaines à dater de la décision.

§ 9. Pour les cas visés au § 7, alinéa 1^{er}, 2 ou 3, le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions informe l'organisateur de l'activité de la nécessité de réaliser et de lui transmettre un rapport d'impact sur l'environnement, conformément à l'Annexe I du Protocole. Sur la base de cette évaluation, le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions statue sur la délivrance du permis, conformément aux dispositions du Protocole. Avant de prendre sa décision, il recueille l'avis du ministre des Affaires étrangères et, le cas échéant, les avis des autres départements concernés par l'activité.

§ 10. Le permis peut être assorti d'obligations et de conditions. Sa durée de validité est précisée. Des obligations additionnelles peuvent en outre être imposées au cours de la validité du permis. Le permis peut être modifié, suspendu ou révoqué si la surveillance effectuée conformément à l'article 11 révèle que l'activité a ou risque d'entraîner des effets négatifs sur l'environnement en Antarctique ou sur les écosystèmes dépendants ou associés.

Verbod van activiteiten betreffende minerale rijkdommen

Art. 4. § 1. Elke activiteit die de prospectie, de exploratie of de ontginning van minerale rijkdommen tot doel heeft is verboden.

§ 2. Dit verbod is eveneens van toepassing op activiteiten die worden uitgevoerd door natuurlijke personen van Belgische nationaliteit of rechtspersonen volgens Belgisch recht, die onrechtstreeks worden verwezenlijkt door toedoen van een rechtspersoon volgens buitenlands recht waarin zij belangen hebben of waarmee ze bij overeenkomst verbonden zijn.

§ 3. Dit verbod is niet van toepassing op wetenschappelijk onderzoek dat overeenkomstig artikel 5 werd toegestaan.

Vergunningsplicht

Art. 5. § 1. Met uitzondering van het bepaalde in de §§ 4 en 12, is het verboden activiteiten uit te voeren zonder vooraf een schriftelijke vergunning te hebben bekomen.

§ 2. Voor elke activiteit of elke wijziging van een voorgenomen activiteit dient de organisator ervan, voorafgaand en schriftelijk, een vergunning aan de minister bevoegd voor Leefmilieu te vragen.

§ 3. Wanneer meerdere personen een gezamenlijke activiteit wensen te plannen, kan een vergunning hiervoor worden afgegeven aan de door deze personen aangewezen verantwoordelijke.

§ 4. De minister bevoegd voor Leefmilieu kan, na overleg met de minister van Buitenlandse Zaken, beslissen dat de vergunningsplicht niet van toepassing is voor activiteiten die door een ander Verdragsluitende Partij bij het Protocol werden toegestaan, en met name wetenschappelijke activiteiten voortvloeiende uit samenwerkingsverbanden die in het kader van gouvernementele onderzoeksprogramma's werden aangegaan.

§ 5. De vergunning wordt alleen afgegeven indien de activiteit verenigbaar is met het bepaalde in het Protocol.

§ 6. De organisator van de activiteit staft zijn aanvraag van een vergunning met een beschrijving van alle voorgenomen activiteiten en van de aard, het doel en de duur ervan, en met een met redenen omklede opgave van de mogelijke effecten van zijn activiteiten voor het Antarctisch milieu en voor de daarvan afhankelijke en daarmee samenhangende ecosystemen.

§ 7. Uitgaande van de krachtens § 6 verstrekte gegevens en voor zover deze toereikend worden geacht, bepaalt de minister bevoegd voor Leefmilieu, mede gelet op het voorzorgsbeginsel, of het effect dat de activiteit kan hebben voor het Antarctisch milieu en voor de daarvan afhankelijke en daarmee samenhangende ecosystemen :

1. minder dan een gering of tijdelijk effect is;
2. een gering of tijdelijk effect is; of
3. meer dan een gering of tijdelijk effect is.

Na de minister van Buitenlandse Zaken ervan in kennis te hebben gesteld, deelt de minister bevoegd voor Leefmilieu zijn beslissing mede aan de aanvrager van de vergunning en geeft hij aan welke werkwijze in voorkomend geval moet worden gevolgd.

§ 8. Voor het in § 7, eerste lid, 1, bedoelde geval, wordt de vergunning uiterlijk zes weken na de beslissing door de minister bevoegd voor Leefmilieu, afgegeven.

§ 9. Voor de in § 7, eerste lid, 2 of 3, bedoelde gevallen, deelt de minister bevoegd voor Leefmilieu de organisator van de activiteit mede dat er een milieueffectrapport moet worden opgesteld en hem moet worden toegezonden, als bepaald in Bijlage I bij het Protocol. Uitgaande van deze evaluatie, beslist de minister bevoegd voor Leefmilieu of de vergunning wordt afgegeven, overeenkomstig het bepaalde in het Protocol. Voor deze beslissing wordt het advies ingewonnen van de minister van Buitenlandse Zaken en, in voorkomend geval, van andere departementen wie de activiteit aanbelangt.

§ 10. Aan de vergunning kunnen verplichtingen en voorwaarden worden verbonden. De geldigheidsduur is nauwkeurig vastgesteld. Zolang de vergunning geldig is, kunnen bijkomende verplichtingen worden opgelegd. Indien het toezicht dat overeenkomstig artikel 11 wordt ingesteld, aantoon dat de activiteit nadelige gevolgen heeft of kan hebben voor het Antarctisch milieu en voor de daarvan afhankelijke en daarmee samenhangende ecosystemen, kan de vergunning worden gewijzigd, opgeschort of ingetrokken.

§ 11. Le Roi peut préciser les conditions supplémentaires auxquelles sera subordonnée la délivrance de ces permis, ainsi que les modalités supplémentaires selon lesquelles les demandes de permis seront introduites et examinées.

§ 12. Aucun permis n'est exigé en cas d'urgence se rapportant à la sauvegarde des vies humaines, à la sécurité des navires, des aéronefs ou des équipements et installations de grande valeur ou à la protection de l'environnement, qui exigent qu'une activité soit entreprise sans délai.

Protection de la faune et de la flore indigènes

Art. 6. § 1^{er}. Conformément aux dispositions de l'Annexe II au Protocole et à ses appendices, aucune espèce animale ou végétale non indigène ne peut être introduite dans la zone du Traité de l'Antarctique, à moins qu'un permis ne l'autorise.

Cette interdiction ne s'applique pas à l'importation d'aliments en Antarctique, à condition qu'aucun animal vivant ne soit importé à cette fin et que toutes les parties et produits de plantes et d'animaux soient conservés et éliminés dans les conditions déterminées par le Roi conformément à l'Annexe III au Protocole.

§ 2. La « prise » et « l'interférence nuisible », au sens de l'article 1^{er}, g) et h) de l'Annexe II au Protocole, sont interdites, à moins qu'elles ne soient autorisées par un permis.

§ 3. Le Roi détermine les conditions et les modalités de la délivrance des permis visés aux §§ 1^{er} et 2, dans le respect des dispositions de l'Annexe II du Protocole.

§ 4. Aucun permis n'est exigé dans les cas d'urgence se rapportant à la sauvegarde des vies humaines, à la sécurité des navires, des aéronefs ou des équipements et installations de grande valeur, ou à la protection de l'environnement, qui exigent qu'une activité soit entreprise sans délai.

Élimination et gestion des déchets

Art. 7. § 1^{er}. Les dispositions contenues dans l'Annexe III du Protocole sont applicables à toute activité.

§ 2. Les dispositions visées au § 1^{er} ne sont pas applicables aux cas d'urgence se rapportant à la sauvegarde des vies humaines, à la sécurité des navires, des aéronefs ou des équipements et installations de grande valeur, ou à la protection de l'environnement, qui exigent qu'une activité soit entreprise sans délai.

Prévention de la pollution marine

Art. 8. § 1^{er}. Le présent article s'applique aux navires battant pavillon belge ou aux navires étrangers engagés dans des expéditions menées par la Belgique en Antarctique pendant qu'ils opèrent en Antarctique.

§ 2. Les obligations visées à l'Annexe IV du Protocole sont applicables aux navires visés au § 1^{er}.

§ 3. Sont interdits, sauf en cas d'hivernage, tous les rejets à la mer d'eaux usées au sens de l'Annexe IV de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires faite à Londres le 2 novembre 1973, modifiée par le Protocole, fait à Londres, le 16 février 1978, à moins de douze milles marins de la terre ou des plates-formes glaciaires.

Au-delà de cette distance, le rejet des eaux usées conservées dans une citerne de stockage s'effectue non pas instantanément, mais à une vitesse modérée et, dans la mesure du possible, quand le navire fait route à une vitesse au moins égale à quatre nœuds.

L'interdiction visée à l'alinéa 1^{er}, ne s'applique pas aux navires dont le certificat autorise à transporter un maximum de dix personnes.

§ 4. Les obligations énoncées aux §§ 1^{er} et 2 ne sont pas applicables aux navires de guerre ou aux navires de guerre auxiliaires, ni aux autres navires appartenant à ou exploités par la Belgique tant que celle-ci les utilise exclusivement à des fins gouvernementales et non commerciales. Elles sont cependant applicables aux navires précités battant pavillon belge dans la mesure où elles ne compromettent pas les opérations ou la capacité opérationnelle de ceux-ci.

§ 11. De Koning kan bijkomende voorwaarden bepalen voor de afgifte van bedoelde vergunningen en bijkomende voorschriften vastleggen voor de indiening en het onderzoek van de vergunningsaanvragen.

§ 12. Een vergunning is niet vereist voor noodgevallen die verband houden met de veiligheid van mensenlevens of van schepen, luchtvaartuigen, of materieel en faciliteiten van grote waarde, of de bescherming van het milieu, waarvoor een activiteit is vereist die onverwijld dient te worden ondernomen.

Bescherming van de inheemse fauna en flora

Art. 6. § 1. Overeenkomstig het bepaalde in Bijlage II bij het Protocol en de aanhangsels ervan mogen geen dier- of plantensoorten die niet inheems zijn in het gebied waarop het Verdrag van Antarctica van toepassing is, worden binnengebracht, tenzij er een vergunning voor werd afgegeven.

Dit verbod geldt niet voor de invoer van voedsel in Antarctica, mits hiertoe geen levende dieren worden ingevoerd, en mits alle delen en producten van dieren en planten onder door de Koning vastgelegde voorwaarden worden bewaard en verwijderd, overeenkomstig Bijlage III bij het Protocol.

§ 2. Het « onttrekken van planten en dieren aan hun populatie » en het « schadelijk optreden » in de zin van artikel 1, g) en h), van Bijlage II bij het Protocol, is verboden, tenzij er een vergunning voor werd afgegeven.

§ 3. De Koning bepaalt de voorwaarden en voorschriften voor de afgifte van de in §§ 1 en 2 bedoelde vergunningen, met inachtneming van de bepalingen van Bijlage II bij het Protocol.

§ 4. Een vergunning is niet vereist voor noodgevallen die verband houden met de veiligheid van mensenlevens of van schepen, luchtvaartuigen, of materieel en faciliteiten van grote waarde, of de bescherming van het milieu, waarvoor een activiteit is vereist die onverwijld dient te worden ondernomen.

Afvalverwijdering en afvalbeheer

Art. 7. § 1. De bepalingen vervat in Bijlage III bij het Protocol zijn van toepassing op alle activiteiten.

§ 2. De bepalingen bedoeld in § 1 zijn niet van toepassing op noodgevallen die verband houden met de veiligheid van mensenlevens of van schepen, luchtvaartuigen, of materieel en faciliteiten van grote waarde, of de bescherming van het milieu waarvoor een activiteit is vereist die onverwijld dient te worden ondernomen.

Voorkoming van mariene verontreiniging

Art. 8. § 1. Dit artikel is van toepassing op schepen die de Belgische vlag voeren of op buitenlandse schepen die zich bezig houden met expedities die door België in Antarctica worden georganiseerd, terwijl ze dienst doen in Antarctica.

§ 2. De verplichtingen als bedoeld in Bijlage IV bij het Protocol, zijn van toepassing op de schepen bedoeld in § 1.

§ 3. Zijn verboden, behalve in geval van overwintering, alle lozingen in zee van onbehandeld sanitair afval, in de zin van Bijlage IV van het Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging door schepen, ondertekend te Londen op 2 november 1973, gewijzigd bij het Protocol ondertekend te Londen op 16 februari 1978 binnen twaalf zeemijlen van het land of van ijsplaten.

Buiten deze afstand mag in een verzameltank opgeslagen sanitair afval niet ineens worden geloosd, doch in een matig tempo en, in de mate van het mogelijke, terwijl het schip zijn vaartroute vervolgt met een snelheid van ten minste vier knopen.

Het in het eerste lid bedoelde verbod is niet van toepassing op schepen waarvoor een certificaat is afgegeven voor het vervoer van ten hoogste tien personen.

§ 4. De verplichtingen als bedoeld in §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op oorlogsschepen, schepen in gebruik als marine-hulpschepen of andere schepen in eigendom van of in beheer bij België dat ze uitsluitend inzet voor niet-commerciële overheidsdienst. Ze zijn echter wel van toepassing op soortgelijke schepen die de Belgische vlag voeren, voor zover ze de werkzaamheden of de operationele kwaliteiten van deze schepen niet aantasten.

§ 5. Les obligations énoncées aux §§ 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux cas d'urgence se rapportant à la sécurité d'un navire et à la sauvegarde des personnes à bord ou au sauvetage des vies en mer, qui exigent qu'une activité soit entreprise sans délai.

§ 6. Le présent article ne déroge en aucun cas aux droits et obligations qui, en Belgique, résultent de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, faite à Londres, le 2 novembre 1973, modifiée par le Protocole, fait à Londres, le 16 février 1978.

Zones protégées

Art. 9. § 1^{er}. L'accès aux zones désignées comme « zones spécialement protégées de l'Antarctique », conformément aux dispositions de l'Annexe V du Protocole est interdit, à moins qu'il ne soit autorisé par un permis.

§ 2. Le Roi détermine les conditions et les modalités de délivrance du permis visé au § 1^{er}, dans le respect des dispositions de l'Annexe V du Protocole.

§ 3. Les sites et monuments qui ont fait l'objet d'un classement, conformément à l'article 8 de l'Annexe V, ne peuvent être endommagés, déplacés ou détruits.

§ 4. La liste des zones spécialement protégées et des sites et monuments classés est publiée au *Moniteur belge*.

§ 5. Les obligations énoncées par le présent article ne s'appliquent pas aux cas d'urgence se rapportant à la sauvegarde des vies humaines, à la sécurité des navires, des aéronefs ou des équipements et installations de grande valeur ou à la protection de l'environnement.

Obligation générale en cas de situation d'urgence pour l'environnement

Art. 10. § 1^{er}. En cas de survenance d'une situation critique pour l'environnement de l'Antarctique ou de ses écosystèmes dépendants et associés, toute personne qui mène des activités en Antarctique ainsi que le capitaine d'un navire visé à l'article 8 ont l'obligation d'en informer immédiatement, par les moyens les plus appropriés, le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions ainsi que le ministre des Affaires étrangères.

§ 2. Toute activité liée à des cas d'urgence, et entreprise conformément aux articles 5, § 12, 6, § 4, 7, § 2, 8, § 5, 9, § 5 doit être immédiatement notifiée, par écrit, au ministre qui a l'Environnement dans ses attributions et au ministre des Affaires étrangères.

Surveillance

Art. 11. Le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions veille à l'observation des dispositions de la présente loi et au respect des conditions mentionnées par les permis délivrés. Il contrôle les effets environnementaux des activités autorisées aux termes de la présente loi. À cet effet, le titulaire du permis doit lui communiquer d'initiative toutes les informations pertinentes. Le ministre chargé de l'Environnement évalue dans quelle mesure ces effets sont compatibles avec le Protocole et impose, le cas échéant, sur la base des contrôles, des obligations et des conditions supplémentaires, suspend ou révoque le permis.

Constatacion des infractions et juridictions compétentes

Art. 12. § 1^{er}. Toute constatation, faite par les autorités belges ou étrangères, des infractions relatives à la présente loi et commises en Antarctique, est communiquée à la personne spécialement désignée par le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions. L'infraction peut être constatée par la dénonciation par une autorité étrangère qualifiée.

§ 2. Les juridictions ayant leur siège à Bruxelles sont compétentes pour connaître des poursuites engagées en vertu de la présente loi.

Sanctions pénales

Art. 13. § 1^{er}. Sont passibles d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de vingt-cinq à deux mille cinq cents euros, ou de l'une de ces peines seulement, les infractions aux dispositions énoncées dans la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de deux cent cinquante à vingt-cinq mille euros, ou de l'une de ces peines seulement, l'infraction aux dispositions énoncées à l'article 4.

§ 5. De verplichtingen als bedoeld in §§ 1 en 2, zijn niet van toepassing in noodgevallen die verband houden met de veiligheid van schip en opvarenden, of om mensenlevens op zee te redden en hiervoor een activiteit is vereist die onverwijld dient te worden ondernomen.

§ 6. Dit artikel laat onverlet de rechten en plichten die in België voortvloeien uit het Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging door schepen ondertekend te Londen, op 2 november 1973, zoals gewijzigd bij het Protocol ondertekend te Londen op 16 februari 1978.

Beschermde Gebieden

Art. 9. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van Bijlage V bij het Protocol is de toegang tot de gebieden aangewezen als « speciaal beschermd Antarctisch gebied » verboden, tenzij er een vergunning voor werd afgegeven.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden en de wijze van afgifte van de vergunning bedoeld in § 1, met inachtneming van de bepalingen van Bijlage V bij het Protocol.

§ 3. De plaatsen en monumenten die zijn gerangschikt overeenkomstig artikel 8 van de bedoelde Bijlage V, mogen niet worden beschadigd, verwijderd of vernietigd.

§ 4. De lijst van de speciaal beschermde gebieden en van de gerangschikte plaatsen en monumenten wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 5. De verplichtingen als bedoeld in dit artikel zijn niet van toepassing in noodgevallen die verband houden met de veiligheid van mensenlevens of van schepen, luchtvaartuigen, of van materieel en faciliteiten van grote waarde, of de bescherming van het milieu.

Algemene verplichting in milieubedreigendnoodsituaties

Art. 10. § 1. Wanneer zich milieubedreigende noodsituaties in Antarctica of de daarvan afhankelijke en daarmee samenhangende ecosystemen voordoen, heeft zowel degene die in Antarctica een activiteit onderneemt als de kapitein van een schip als bedoeld in artikel 8 de verplichting de minister bevoegd voor Leefmilieu en de minister van Buitenlandse Zaken onverwijld hiervan in kennis te stellen, langs de meest geëigende weg.

§ 2. Elke activiteit die in noodgevallen ondernomen wordt dient overeenkomstig de artikelen 5, § 12, 6, § 4, 7, § 2, 8, § 5, 9, § 5 onverwijld schriftelijk ter kennis te worden gebracht van de minister bevoegd voor Leefmilieu en van de minister van Buitenlandse Zaken.

Toezicht

Art. 11. De minister bevoegd voor Leefmilieu waakt over de naleving van de bepalingen van deze wet en de inachtneming van de voorwaarden vermeld op de afgegeven vergunningen. Hij toetst de milieueffecten van de toegestane activiteiten aan de bepalingen van deze wet. Te dien einde dient de houder van de vergunning hem uit eigen beweging alle dienstige informatie te verstrekken. De minister bevoegd voor Leefmilieu beoordeelt in welke mate die effecten verenigbaar zijn met het Protocol en legt, in voorkomend geval, op basis van de controles, bijkomende verplichtingen en voorwaarden op, schorst de vergunning, of trekt ze in.

Vaststellen van overtredingen en bevoegde rechtsmacht

Art. 12. § 1. Elke vaststelling door de Belgische of door een buitenlandse overheid van in Antarctica begane inbreuken op deze wet, wordt ter kennis gebracht van een door de minister bevoegd voor Leefmilieu hiertoe aangewezen persoon. De inbreuk kan op aangifte van een bevoegde buitenlandse autoriteit worden vastgesteld.

§ 2. De rechtbanken met zetel te Brussel zijn bevoegd om kennis te nemen van de vervolgingen ingesteld op grond van deze wet.

Strafsancties

Art. 13. § 1. Zijn strafbaar met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en een boete gaande van vijftientwintig tot tweeduizend vijfhonderd euro, of met één van deze straffen alleen, de inbreuken op de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 2. Is strafbaar met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en een boete gaande van tweehonderd vijftig tot vijftientwintigduizend euro of met één van deze straffen alleen, elke inbreuk op het bepaalde in artikel 4.

§ 3. Les personnes morales sont civilement responsables des condamnations aux dommages-intérêts, amendes et frais prononcés à charge de leurs organes ou préposés, du chef des infractions commises dans l'exercice de leurs attributions.

§ 4. Les dispositions du Livre Ier, y compris celles du chapitre VII et de l'article 85 du Code pénal, sont d'application aux infractions prévues par la présente loi.

Disposition abrogatoire

Art. 14. La loi du 12 janvier 1978 relative à la protection de la faune et de la flore dans l'Antarctique est abrogée.

Disposition finale

Art. 15. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de l'Environnement et Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2003-2004.*

Chambre des représentants.

Document. — Projet de loi, 51-1332 - N° 1.

Session 2004-2005.

Chambre des représentants.

Documents. — Amendement, 51-1332 - N° 2. — Rapport, 51-1332 - N° 3. — Texte adopté par la commission, 51-1332 - N° 4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 51-1332 - N° 5.

Sénat.

Document. — Projet non évoqué par le Sénat, 3-1015 - N° 1.

§ 3. Rechtspersonen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de veroordelingen tot het betalen van schadevergoeding, boeten en onkosten ten laste van hun organen en aangestelden, uit hoofde van misdrijven begaan in de uitoefening van hun bevoegdheden.

§ 4. De bepalingen van het Boek I, daar inbegrepen deze van hoofdstuk VII en artikel 85 van het Strafwetboek, zijn van toepassing op de overtredingen bedoeld in deze wet.

Opheffingsbepaling

Art. 14. De wet van 12 januari 1978 betreffende de bescherming van flora en fauna in Antarctica wordt opgeheven.

Slotbepaling

Art. 15. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 april 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

De Minister van Leefmilieu en Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2003-2004.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stuk. — Wetsontwerp, 51-1332 - Nr. 1.

Zitting 2004-2005.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Amendement, 51-1332 - Nr. 2. — Verslag, 51-1332 - Nr. 3. — Tekst aangenomen door de commissie, 51-1332 - Nr. 4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 51-1332 - Nr. 5.

Senaat.

Stuk. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 3-1015 - Nr. 1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 1222

[C - 2005/09380]

26 AVRIL 2005. — Loi modifiant les articles 53, § 6, et 54bis de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et insérant dans celle-ci un article 54ter et un article 66bis (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi vise une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. À l'article 53, § 6, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, remplacé par la loi du 23 septembre 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« La connaissance de la langue autre que celle dont la connaissance est justifiée par la production du certificat d'études visé à l'alinéa 1^{er} est vérifiée par un examen. »;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 1222

[C - 2005/09380]

26 APRIL 2005. — Wet tot wijziging van de artikelen 53, § 6, en 54bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken en tot invoeging in die wet van een artikel 54ter en een artikel 66bis (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 53, § 6, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, vervangen bij de wet van 23 september 1985, worden de wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De kennis van de andere taal dan die waarvan de kennis bewezen is door overlegging van het in het eerste lid bedoelde getuigschrift van genoten onderwijs wordt bewezen door te slagen voor een examen. »;